

La clameur pour la fermeture de la prison de Guantanamo grandit



Par Guillermo Alvarado

Le journal étasunien The New York Times vient de publier un éditorial où il a une nouvelle fois réitéré l'exigence concernant la fermeture de l'illégale prison de Guantanamo, ouverte par Washington depuis 13 ans, dans la base navale que les États-Unis maintiennent dans une portion du territoire cubain qu'ils occupent contre la volonté de notre peuple et de notre gouvernement.

Le quotidien, considéré comme l'un des plus prestigieux aux États-Unis, signale que cette installation où sont enfermées actuellement plus de 120 personnes, éveille le mépris international, réaction qui n'est pas gratuite. Rappelons que ce camp de prisonniers a été et reste encore, le théâtre de brutales violations des plus élémentaires droits humains et des normes juridiques sur le traitement aux prisonniers.

Sur les presque 800 prisonniers qui y ont été entassés, seule une dizaine ont eu un procès. Des charges n'ont jamais été présentées contre la grande majorité. Nombreux sont ceux qui ont souffert des tortures et des traitements inhumains.

Qui plus est, certains des prisonniers ont été littéralement séquestrés dans leurs pays d'origine et transférés clandestinement jusqu'à la base de Guantánamo, avec la connivence et la complicité de plusieurs gouvernements.

Selon le Centre pour la Justice et le Droit International, parmi les prisonniers qui y sont toujours enfermés il y a 59 hommes dont toutes les charges avaient pourtant été retirées par des agences d'intelligence et de sécurité des États-Unis.

68 autres sont qualifiés de « détenus indéfiniment », une définition juridique obscure, car dans la pratique cela veut dire qu'ils ne peuvent pas être jugés, mais qu'ils ne peuvent pas être transférés dans un pays tiers.

Du point de vue juridique et humain, il s'agit d'aberrations qui peuvent et doivent être résolues par un ordre exécutif du président Barack Obama, auquel le temps échappe entre les mains de tenir l'une de ses principales promesses de campagne.

C'est le professeur de l'Université de Harvard, Jonathan Hansen qui a proposé la meilleure solution à cette affaire, dans les pages du New York Times : il a proposé de remettre le territoire de la base de Guantánamo à son propriétaire légitime : le peuple de Cuba.

Non seulement cela résoudrait automatiquement le problème de la prison. On serait en train de corriger une terrible injustice commise en 1901 lorsque les États-Unis se sont appropriés par la force de cette baie- signale le professeur Hansen dans son article cité par le New York Times.

Amy Goldman, l'animatrice du journal télévisé Democracy Now, a appuyé la proposition de ce professeur de Harvard en signalant que remettre Guantánamo à Cuba signifierait commencer à remédier à plus d'un siècle de vexations commises par Washington dans cette base.

L'histoire a démontré que le meilleur levier pour faire bouger la volonté politique de Washington est l'opinion internationale. L'affaire des 5 Cubains condamnés à Miami pour avoir lutté contre le terrorisme ou la remise cela fait 15 de l'enfant Elian González à son père et à son peuple en sont la meilleure preuve.

Il s'agit donc d'une cause qui tout comme la lutte contre le blocus, convoque tous les hommes et femmes de bonne volonté pour faire de ce monde, un endroit chaque jour meilleur, à condition de se le fixer.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/44007-la-clameur-pour-la-fermeture-de-la-prison-de-guantanamo-grandit>



Radio Habana Cuba